

UNE CONVENTION A ÉTÉ SIGNÉE HIER AVEC L'AGENCE SPATIALE ALGÉRIENNE

Le ministère de l'Habitat contrôlera ses projets par satellite

Désormais le contrôle de l'avancement des projets de construction, de l'aménagement du territoire et de la situation de l'habitat précaire en Algérie ne sera plus une mission réservée à des équipes d'inspection.

Rosa Mansouri - Alger

(Le Soir) - Le ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme vient de se charger lui-même de cette mission de contrôle en signant hier, à son département, une convention avec l'Agence spatiale algérienne (Asal), en présence du ministre de la Poste, des Télécommunications et des Technologies de l'information. La convention porte sur la mise en place d'un système d'information géographique du secteur de l'habitat. Autrement dit, le département de Noureddine Moussa sera informé en temps réel et sans recourir à des rapports d'expertise ou des visites sur chantiers, de la situation globale de l'aménagement du

territoire dans toutes les wilayas. Le recours à cette nouvelle technologie permettra par ailleurs de maîtriser l'habitat précaire et de lutter contre les constructions illégales et la prolifération des bidonvilles. Cette convention s'appliquera, dans un premier temps, à 12 wilayas lesquelles ont été désignées par le ministère de l'Habitat du fait de l'importance des chantiers entamés et qui sont déjà livrés. Les données, à savoir les images satellitaires qui seront produites par l'Asal, au profit du ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme, toucheront un million d'habitations, dont la plupart rentrent dans les nouveaux projets. La réception des images constituera

une banque de données sur lesquelles se fera l'évolution de l'environnement des cités, afin de mieux les préserver, tout au moins, sur le plan urbanistique. Dans le cadre de cette convention, l'Asal assurera une formation à des techniciens et ingénieurs du ministère de l'Habitat dans le domaine des systèmes d'informations géographiques et le traitement des données des images enregistrées. **R. M.**

Alsat 2 bientôt réceptionné

Le deuxième satellite algérien ALSAT 2 sera réceptionné durant ce premier semestre 2008, très prochainement selon le ministre de la Poste, des Télécommunications et des Technologies de l'information M. Boudjemaa Haïchour. Après avoir lancé avec succès son premier satellite d'observation de la terre Alsat 1, il y a 5 ans, l'Algérie s'apprête ainsi à s'outiller de son deuxième satellite.

Le satellite Alsat 2 offrira une image de très haute qualité qui permettra de donner des résultats optimisés en matière de cartographie, de gestion des ressources agricoles, forestières, minières et pétrolières et dans la lutte anticriminelle et la gestion des catastrophes naturelles notamment. Boudjemaa Haïchour se dit très optimiste quant aux effets positifs attendus de la réception de ce satellite. «L'équipe de Toulouse est prête à livrer le satellite avant la fin du premier semestre», a-t-il déclaré.

R. M.

ORAN : ENQUÊTE AU NIVEAU DE L'AGENCE ENDIMED À MOHAMMADIA

Falsification de factures et stockage de médicaments périmés d'une valeur de 6 milliards de centimes

Agissant suite à des informations parvenues aux services de la police judiciaire de Mohammadia, faisant état d'un fonctionnement douteux au niveau de l'une des agences pharmaceutiques de l'Endimed au niveau de Mohammadia, l'enquête a révélé plusieurs dépassements et anomalies dans la gestion.

Selon une source sûre, l'investigation a permis à travers la perquisition en date du 22 décembre 2007, au domicile du directeur de l'agence en question, N.B. de découvrir un stock de médicaments d'une valeur de 5 milliards de centimes, dont 130 millions de centimes sans factures.

L'enquête a nécessité par la suite une deuxième perquisition en date du 26 décembre 2007 au niveau d'une librairie appartenant à la même personne, révélant la présence d'un stock de médicaments périmés d'une valeur de 6 mil-

liards de centimes. Interrogé, le présumé accusé avait déclaré aux enquêteurs que sa direction régionale de Mostaganem lui permet de stocker le médicament lorsqu'il n'y a pas assez de place au niveau de son agence. Une réponse qui fut réfutée par le directeur régional, qui sera d'ailleurs également accusé dans le cadre de cette enquête qui suit son cours. Les suites de cette affaire s'avèrent plus compliquées puisque nous apprend notre source, le premier accusé N.B. avait essayé de cor-

rompre l'un des officiers de la police judiciaire de Mohammadia chargé de l'enquête en lui proposant un pot-de-vin d'environ 20 millions de centimes. Suite à une soumission qui lui a été tendue, il a comparu le 25 décembre 2007 devant la justice qui l'a condamné à 18 mois de prison ferme. La suite des investigations a révélé la présence de factures falsifiées au nom d'un fournisseur domicilié à Oran et d'un montant global de 20 millions de dinars. Un rapport d'audit régional, réalisé à l'agence de Mohammadia au mois de mai 2007 avait dressé une série de dépassements à l'exemple de la présence de produits sans factures, ou encore des factures désignant une mar-

Amel B.

PRÉSENTATION, HIER, DU PRÉSUMÉ ASSASSIN DE L'AVOCAT D'EL-KHROUB ET SES COMPLICES AU PARQUET

Le mobile du meurtre reste énigmatique

En dépit de l'achèvement de l'enquête préliminaire et la présentation du présumé assassin de l'avocat L. T., 34 ans, et ses complices au parquet d'El-Khroub, le mobile de ce crime qui a défrayé la chronique à Constantine reste énigmatique.

Selon la cellule de communication de la Sûreté de wilaya qui n'a pas, en effet, donné beaucoup de détails surtout concernant les indices recueillis sur les lieux du crime, les enquêteurs de la police ont pu identifier le présumé assassin (S. B., 21 ans) à l'aide de ses «chaussettes» qu'il a dû omettre dans le cabinet de l'avocat où le corps de ce dernier a été retrouvé, mardi matin, égorgé. D'après cette même cellule de communication, c'est la mère de S. B. qui a indiqué aux policiers que ce sont les chaussettes de son fils. Les premiers éléments de

l'enquête ont révélé aux enquêteurs que l'avocat était accompagné de deux individus le soir même de son assassinat, lundi dernier. L'arrestation de l'un d'eux, qui avait indiqué avoir laissé L. T. en compagnie de S. B. avant de partir, a permis aux policiers de trouver le bout du fil le jour même de la découverte du cadavre, soit mardi, le 19 février dernier. La disparition de S. B. a fait le reste parce que les enquêteurs ont dû présenter les fameuses chaussettes à sa mère pour les reconnaître, ajoute la cellule de communication. Sur un

autre chapitre, c'est la puce téléphonique de sa mère, explique encore la cellule de communication, qui a permis d'avoir une idée de la destination qu'il a dû prendre, à savoir Guelma. L'apport de la Sûreté de cette wilaya a été très bénéfique puisque S. B. a été aussitôt arrêté dans un hôtel avec une campagne (N. R., 23 ans, étudiante) et ce, mardi vers 22h. Il avouera plus tard son crime après que les policiers d'El-Khroub lui eurent exhibé les chaussettes. L'enquête a permis également de récupérer l'objet tranchant utilisé pour ce forfait et les clés du cabinet ainsi que la voiture de la victime que S. B. avait laissée chez M. H., 22 ans, résidant dans la commune de Didouche-Mourad, pour la

L. H.

IL PROPOSE 12 200 DA POUR ANNULER LA MISE EN FOURRIÈRE D'UN MINIBUS

Un responsable de la Direction des transports de Blida sous les verrous

Le procureur de la République de Blida a placé, mercredi dernier, sous mandat de dépôt un chef de service des transports publics de la wilaya de Blida ainsi qu'un autre agent du même service pour corruption. En effet, ce responsable et membre de la commission de discipline au niveau de la direction des transports, avait proposé à un transporteur qui avait fait l'objet de poursuite disciplinaire pour défaut de tickets, l'annulation pure et simple de la décision de mise en fourrière de 30 jours de son mini-bus contre la somme de 12 200 DA. Faisant semblant d'avoir accepté l'offre, la victime quitta le bureau du responsable pour aller soi-disant chercher l'argent, mais se dirigea en réalité vers la brigade mobile de police judiciaire pour y déposer plainte. Les éléments de cette dernière avaient pris le soin de photocopier la somme de 5 000 DA disponible chez le transporteur. Dès lors que ce dernier eût remis la somme en question au chef de service, la police le surprit en flagrant délit de corruption. Aussi, on apprendra qu'une plainte avait déjà été transmise à la justice par le directeur des transports dans laquelle il avait signalé ses agissements. **M. B.**

POUR DÉNONCER LA SUSPENSION DE DEUX ÉTUDIANTS

L'accès à l'université Saâd-Dahleb a été bloqué hier

Les étudiants en colère, ont bloqué, hier, pendant deux heures, l'accès à l'université Saâd-Dahleb de Blida, et ce, pour dénoncer la suspension de l'un de leurs camarades des cours pendant deux ans. En effet, celui-ci qui a eu une altercation avec son professeur de la faculté des sciences technologiques à cause d'une étudiante dont il a pris la défense, a été sanctionné par la commission de discipline au même titre que cette dernière. Dans un communiqué parvenu à notre rédaction et rédigé par l'Union générale des étudiants algériens (Ugea), ces derniers réclament à ce que le professeur qui a été derrière la suspension de leur camarade soit mis à l'écart. Aussi, ils demandent à l'administration de leur permettre l'ouverture du dialogue avec leurs enseignants ainsi que la révision des procédures de commissions de discipline et les décisions qui en résultent. Par ailleurs, ils exigent que soit mis à leur disposition un espace pour afficher les notes d'examen ainsi qu'une ambulance. Dans un autre contexte, ils exigent que l'infirmerie qui se trouve dans un pailier de la faculté des sciences soit transférée au rez-de-chaussée de l'université. De même qu'ils demandent un nombre plus élevé d'agents de sécurité pour mettre fin aux accès de personnes étrangères à l'université. **M. B.**

ANNABA

23 harragas interceptés au large de Ras-El-Hamra

Vingt-trois harragas, âgés entre 22 et 32 ans, ont été interceptés samedi à 6h30, à 20 miles marins (36 kilomètres) au nord-est de Ras-El-Hamra (Annaba), par les éléments du groupement des gardes-côtes de cette ville. Selon le commandant Cherik, le groupement a été informé, dans la nuit du vendredi à samedi, qu'un groupe de harragas se préparait à prendre le large à bord d'une embarcation de fortune. Aussitôt, a-t-il indiqué, des dispositions ont été prises pour les intercepter par l'unité «El Azzoum». Après une course-poursuite d'environ une heure, tôt samedi, le groupe de harragas, entassés dans la marinière qui commençait à prendre l'eau de toutes parts, a été sauvé et ramené au port, à indiqué la même source. Au nombre de 23, ces émigrants clandestins sont originaires qui de Annaba, qui de différentes wilayas de l'Est et qui de Boumerdes. Auditionnées par les éléments de la station maritime de Annaba, après avoir subi une visite médicale par un médecin de la Protection civile, les 23 personnes seront traduites devant le procureur de la République de Annaba, a signalé le commandant Cherik, qui a fait état du renforcement de la lutte contre ce phénomène, conformément au dispositif pris par le commandement de la façade maritime Est, installé à Jijel. **M. Ali Khellaf**